

**Réponse ENGIE à la Consultation publique du 3 avril 2024 relative aux conditions de modification par les gestionnaires de réseau public de la puissance de raccordement électrique des utilisateurs en application de l'article L. 342-24 du code de l'énergie**

CONSULTATION PUBLIQUE N°2024-03

**Propos liminaire :**

ENGIE remercie la CRE pour cette consultation et souhaite dans ce propos liminaire préciser son approche générale sur cette question de modification de la puissance technique de raccordement d'un site utilisateur d'électricité.

ENGIE partage totalement le souhait de la CRE d'optimiser l'utilisation des réseaux et ce faisant de limiter des dépenses de développement évitables. Dans cette logique il est naturel de chercher à utiliser de façon prioritaire des capacités existantes mais oisives telles celles décrites par la CRE.

Cependant les accords passés entre les entreprises d'infrastructures et les consommateurs en matière de raccordement l'ont été sous le régime actuel qui n'inclut pas ce principe de récupération / modification automatique et systématique. De plus les consommateurs ont participé au CAPEX de financement du raccordement sur la base du dimensionnement ainsi convenu. La faculté de souscrire à un niveau différent de celui du dimensionnement technique était connue de tous et intégrée dans la décision de choix de dimensionnement. Dès lors il nous semble que revenir sur ces principes et modifier unilatéralement de façon automatique le niveau du raccordement technique accessible constituerait une forme de spoliation d'un droit acquis, quand bien même une forme de dédommagement serait envisagée. Sur ces bases et en se référant à un certain nombre de propos échangés dans la concertation menée avec RTE, ENGIE propose une méthode alternative qui exclut la récupération/modification automatique telle qu'envisagée par la CRE et concentre les opérations de modifications sur les cas où à la fois des quantités oisives sont identifiées mais également un/des demandeurs alternatifs est/sont présent(s), et pour ces cas RTE et ENEDIS se devront d'engager un dialogue avec le détenteur actuel et les demandeurs potentiels, le dédommagement intervenant de façon systématique si la puissance du raccordement du détenteur actuel vient à être réduite sans que le dédommagement soit conditionné à une hausse ultérieure de souscription.

## **1. Liste des questions**

**Question 1 : Etes-vous favorable aux hypothèses de la CRE concernant les catégories d'installation soumises au dispositif (installations raccordées en HTA et HTB) ?**

- ENGIE est favorable au périmètre d'application proposé par la CRE (installations de consommation raccordées en HTA/HTB). Mais surtout **ENGIE souhaite s'assurer que seules les installations de consommation (installations exclusivement en soutirage) sont concernées par les évolutions objet de la consultation.** En effet, l'article 104 de l'arrêté du 09/06/2020, auquel se réfère la consultation, figure au titre III dudit arrêté et concerne explicitement le raccordement des installations de consommation.

**Question 2 : Etes-vous favorable à la formule proposée pour la modification de la puissance de raccordement ?**

ENGIE considère qu'une telle formule peut permettre de déterminer l'éventuel caractère sous-employé de la puissance du raccordement mais qu'elle ne doit pas pour autant constituer un déclencheur automatique de la modification de celui-ci.

ENGIE s'interroge sur la raison pour laquelle la formule prend la forme du minimum entre trois termes [ puissance de raccordement , historique de souscription et historique de soutirage ] alors qu'il nous paraîtrait plus conforme à la philosophie du dispositif proposé de prendre le minimum entre la puissance de raccordement et un terme correspondant à son utilisation réelle soit le maximum entre l'historique de souscription et l'historique de soutirage. Les clients prudents souscrivent au-dessus de leurs besoins projetés et les clients capables de piloter finement et recherchant une optimisation maximale vont intégrer une tolérance à des dépassements. Le facteur dimensionnant de l'historique de l'utilisation du raccordement ne sera pas nécessairement le même selon les clients.

**Question 3 : Etes-vous favorable aux périodes de 2 et 5 ans définies pour déterminer les paramètres de la formule ?**

ENGIE considère qu'une période de deux ans est trop courte pour s'assurer que les périodes concernées correspondent bien à des années de soutirage normal (hors indisponibilité ou travaux concernant des équipements de consommation, période de moindre activité conjoncturelle, par exemple). Nous prônons d'aligner l'ensemble des raccordements sur une observation de 5 années.

**Question 4 : Etes-vous favorable à ce que la valeur de la puissance de raccordement, dès lors qu'elle a été modifiée, soit mise à jour annuellement et mise à disposition de l'utilisateur par le gestionnaire de réseau ?**

Question sans objet si la modification perd son caractère d'automatisme

**Question 5 : Etes-vous favorable à la durée à partir de laquelle la modification de la puissance de raccordement peut s'appliquer aux nouvelles installations (2 ans pour la distribution et 5 ans pour le transport) ?**

Même réponse qu'à la question 3

**Question 6 : Etes-vous favorable à ce que cette modification de la puissance de raccordement des nouvelles installations soit réalisée de manière automatique et sans indemnisation ?**

Dans le cas spécifique des nouvelles installations, ENGIE est favorable à la proposition de la CRE, dès lors que les réponses apportées aux questions précédentes seront prises en compte, en particulier il doit être tenu compte des aléas de démarrage sur des sites/filières nouveaux(elles) et toute modification de puissance raccordement doit faire l'objet d'un rappel/concertation avec le client. Un pur automatisme n'est pas acceptable.

Rappelons que sur les zones prioritaires évoquées dans la consultation SDDR, RTE met en avant une logique de mutualisation dans les dimensionnements de réseau en vue de raccordement.

**Question 7 : Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée de manière automatique ?**

NON

**Question 8 : Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée sans indemnisation ?**

- Une formule permet d'identifier les sites où il y a sous-utilisation de la puissance de raccordement
- Le gestionnaire de réseau de transport ou de distribution concerné identifie la présence de clients qui sont demandeurs de profiter en tout ou partie de cette capacité sous-utilisée
- Le gestionnaire de réseau de transport ou de distribution concerné entre en négociation avec le consommateur initial et le repreneur potentiel, le consommateur initial peut s'opposer à la remise en cause d'une fraction de sa puissance de raccordement en déclarant qu'il a un projet et en s'engageant sous un horizon identifié à souscrire à hauteur du besoin correspondant, en l'absence de projet ou s'il reste de la capacité oisive elle peut être mobilisée pour un autre utilisateur à qui il incombera de dédommager celui en place.

L'indemnisation intervient dès la diminution de la puissance de raccordement et non comme dans la proposition CRE dès lors que postérieurement à une diminution automatique le consommateur en place souhaiterait en retrouver le bénéfice

**Question 9 : Etes-vous favorable à ce qu'une indemnisation soit versée à l'utilisateur existant dont la puissance de raccordement a été modifiée et qui a besoin de tout ou partie de la puissance de raccordement récupérée ?**

Voir proposition ENGIE à la question 8.

**Question 10 : Etes-vous favorable à la limitation dans le temps du droit à une indemnisation pour un utilisateur faisant une demande d'augmentation de puissance ?**

Voir proposition ENGIE à la question 8.

**Question 11 : Une durée comprise entre 2 ans et 5 ans pour que les utilisateurs puissent formuler une demande d'augmentation de puissance et bénéficier d'une indemnisation vous paraît-elle cohérente ?**

Voir proposition ENGIE à la question 8.

**Question 12 : Considérez-vous, dans le cas où une indemnisation serait versée à l'utilisateur, que cette dernière devrait, ou non, être dégressive en fonction de son ancienneté ?**

Voir proposition ENGIE à la question 8.

**Question 13 : En cas d'indemnisation selon l'option 2.1, êtes-vous favorable à la méthode de détermination des montants d'indemnité proposée par la CRE**

**Question 14 : Que pensez-vous des forfaits obtenus pour les réseaux de transport et de distribution ? Êtes-vous favorable à l'application du même forfait pour l'ensemble des GRD ?**

**Question 15 : Êtes-vous favorable la durée N moy de 25 ans considérée dans le cas où la date du raccordement de l'utilisateur n'est pas connue ?**

**Question 16 : Si une indemnisation est versée aux utilisateurs concernés, quelle méthode d'indemnisation vous paraît la plus adaptée (en fonction de la participation initiale du client ou des coûts des nouveaux travaux nécessaires) ?**

**Question 17 : En cas d'indemnisation selon l'option 2.2, êtes-vous favorable au pourcentage de 40 % du coût des travaux à la charge de l'utilisateur pour déterminer le montant de l'indemnisation ?**

Si l'on se place dans le système d'indemnisation proposé par la CRE l'option 2.2 paraît préférable car plus simple.

Mais comme exposé précédemment ENGIE promeut un système d'indemnisation du consommateur en place dès lors qu'il renonce à faire valoir son opposition à la réduction de puissance de raccordement qui lui est soumise, l'indemnité devrait être versée par le repreneur sur la base de la valeur du raccordement dont il va bénéficier.

**Question 18 : Avez-vous d'autres remarques sur l'encadrement du dispositif ?**

Rappelons que selon [l'article 35 du cahier des charges type de concession du réseau public de transport d'électricité](#), "les modalités pratiques d'exploitation et d'utilisation définies dans la documentation technique de référence sont applicables aux installations faisant l'objet postérieurement à sa publication d'un premier raccordement ou d'une modification importante".

Aussi, si les dispositions concernant la baisse de puissance de raccordement qui sont actuellement en consultation devant la CRE devaient être intégrées à la DTR, elles ne devraient pas être applicables à des installations existantes. Toute modification de la puissance de raccordement d'une installation existante nécessite, en principe, de recueillir l'accord du client (hors des cas déjà prévus par les trames types en vigueur depuis 2018). A ce titre, rappelons que selon [l'article 104 de l'arrêté du 9 juin 2020 relatif aux prescriptions techniques de conception et de fonctionnement pour le raccordement aux réseaux d'électricité](#), "la "puissance de raccordement d'une installation de consommation est une valeur contractuelle précisée dans la convention de raccordement correspondant à la puissance active maximale pour laquelle le consommateur demande que soit dimensionné le raccordement"".

Aussi, dès lors que cette puissance est contractuelle, elle ne peut, normalement, être modifiée unilatéralement par RTE, a fortiori de façon automatique et sans concertation avec le client.

ENGIE est tout à fait conscient de la nécessité d'optimiser les capacités de soutirage sur le réseau, d'améliorer les délais de raccordement, mais au-delà des divers calculs et options proposés, nous souhaitons insister sur le fait que tout redimensionnement de puissance technique de raccordement devrait relever d'un échange entre le gestionnaire et le Client concerné et celui-ci devrait avoir la possibilité de s'y opposer s'il a un projet d'utilisation de ladite puissance, par exemple dans un cadre de décarbonation avec les délais et aléas indissociables de ce type de projets.